

Journée Force Républicaine
Sarthe - Rouez-en-Champagne
27 août 2014

Mes chers amis,

Cette année encore, Force Républicaine se retrouve à Rouez en Champagne, et je veux remercier tous ceux qui ont rendu possible cette journée dont j'espère qu'elle sera riche et chaleureuse. D'abord, les militants et bénévoles qui ont géré l'organisation de cette rencontre, sous l'œil vigilant de Patrick Stéfani. Ensuite, nos 10.000 adhérents et donateurs grâce auxquels notre association peut fonctionner en toute indépendance.

Et puis, j'exprime ma reconnaissance aux intervenants qui vont animer nos tables rondes et à la centaine de parlementaires et d'élus locaux qui ont fait le déplacement. Beaucoup m'ont confié qu'ils trouvaient du plaisir à se retrouver ensemble pour débattre librement, fraternellement, sur des sujets précis. C'est avec cet esprit d'équipe que nous pourrions relancer notre famille politique et préparer les changements dont notre nation a impérieusement besoin.

L'an dernier, ici même, j'avais mis en garde le Président de la République sur l'incohérence de sa politique économique et sur son absence de leadership ! Devenez le chef de l'Etat, j'avais je supplié à la fin de l'été 2012 ! Les soubresauts des derniers jours confirment, hélas, qu'il n'a pas changé. Il subit les événements et n'est contraint à l'action que par les provocations invraisemblables des membres de sa propre équipe.

Sortir du gouvernement les opposants les plus notoires à la politique gouvernementale ne suffira pas. Qui pourrait croire que le nouveau gouvernement aura la capacité politique, parlementaire, institutionnelle d'engager les réformes urgentes qui peuvent seules permettre à notre économie de se remettre en marche. La France est dans une situation délétère. Ce dont nous avons besoin c'est d'une mobilisation nationale autour de quelques principes intangibles : l'autorité et la morale de l'Etat, la liberté économique et la refondation de la République sans laquelle nos concitoyens ne retrouveront pas le goût de vivre ensemble.

J'ai engagé depuis deux ans, avec vous, un travail en profondeur pour offrir aux français un projet qui permette de rétablir la prospérité et le rayonnement de notre pays. Ce projet est crédible parce qu'il ne repose pas sur des demi mesures ou des slogans creux, parce qu'il est global est cohérent et parce qu'il sera mis en œuvre le moment venu sans faillir et sans esprit de calcul, en ne pensant qu'à la France et aux générations futures qui doivent conserver le privilège de pouvoir dire : je suis fier d'être français !

Mes chers amis,

La France est en situation d'urgence. Les faits parlent d'eux-mêmes :

La seule croissance en vue est celle de l'autosatisfaction du Président de la République.

L'économie est en panne, les déficits s'envolent, le chômage atteint des records historiques, les investissements s'effondrent, les mises en chantier de logements n'ont jamais été aussi faibles, l'hémorragie de capitaux et de talents ne faiblit pas mais François Hollande est confiant !

Les élections municipales, puis les européennes sont un désastre pour sa majorité dont les critiques ne faiblissent pas. Ses propres ministres n'hésitent plus à parier sur son échec et le phénomène Valls tant vanté par les médias vient de se briser sur les réalités économiques et les ambitions personnelles. François Hollande est directement responsable de cette situation qui entraîne la France dans une chute durable. Il a tenté de louvoyer entre une gauche irresponsable qui veut ajouter toujours plus de dépenses publiques et une tendance à la passivité qui lui semble naturelle. Il veut aujourd'hui, alors que près de la moitié du quinquennat s'est écoulée, faire preuve d'autorité et agir sur le gouvernement.

Tant mieux si cela permet d'engager au moins quelques vraies réformes ! Il est grand temps ! Mais comment ne pas douter de sa capacité à gouverner ? Comment ne pas penser que François Hollande se révèle incapable de concevoir l'avenir de la France ?

Son interview au Monde il y a quelques jours le confirme, hélas !

Il y poursuit son irresponsable critique de la politique économique allemande et affiche une insolente satisfaction de sa politique étrangère.

Ainsi a-t-on appris que le monde aurait dû le suivre dans son projet irréfléchi de bombarder les chiïtes en Syrie pour protéger les sunnites dont les éléments les plus radicaux constituent le gros des forces de l'Etat Islamique en Irak et au Levant.

Ainsi a-t-on appris que la France a fourni des armes à la « rébellion syrienne démocratique ». On aimerait savoir à qui, précisément, ces armes ont été livrées. Qui les utilise aujourd'hui et pourquoi le Parlement n'a jamais été informé de cette décision. ?

Ainsi a-t-on appris que François Hollande a su gagner la guerre au Mali contrairement à son prédécesseur qui aurait perdu celle de Libye ! Cette comparaison est aussi indécente que ridicule : il aurait donc fallu envoyer des soldats français combattre au sol en Libye dont la configuration n'a rien à voir avec celle du Mali !

François Hollande devrait être plus modeste et surtout plus prudent quand on sait que rien n'est réglé au nord du Mali que les ONG ont du quitter faute de conditions de sécurité suffisantes et que la situation en Centre Afrique n'est pas loin d'échapper à tout contrôle.

Ainsi a-t-on appris que les crédits de la défense n'auraient pas subi les coupes sévères qui ont failli conduire à la démission du chef d'état major des armées et dont j'ai démontré l'ampleur sans précédent dans le débat sur la loi de programmation militaire sans être démenti.

Ainsi va François Hollande qui ose dans un contexte international d'une extrême gravité, alors que la guerre fait rage à l'est de l'Ukraine, que le conflit israélo palestinien connaît l'une de ses phases les plus sanglantes, que les Etats et les frontières du proche orient se délitent dangereusement, que l'islamisme radical submerge l'Irak et la Syrie, menace le Liban, progresse rapidement en Libye et dans une grande partie du continent africain, afficher une autosatisfaction qui n'est pas seulement déplacée mais franchement inquiétante sur les ressorts de sa politique étrangère.

Sous la pression de l'opinion et comme nous le lui avons demandé avec Jean-Pierre Raffarin et Alain Juppé, le Président de la République a agi du mieux qu'il pouvait pour venir en aide aux chrétiens d'Irak. Nous devons le soutenir dans ses efforts et exiger une mobilisation générale des européens pour conjurer le risque d'une victoire totale de l'Etat islamique en Irak et au Levant.

Saddam Hussein n'avait pas d'armes de destruction massive mais en Irak aujourd'hui, il existe une arme de destruction massive, c'est l'EIIL. Ce califat de la terreur et de la barbarie doit être combattu jusqu'à son éradication. Son existence est un défi pour la paix, la liberté de conscience et les droits de l'homme. Nous ne sommes plus en présence d'une organisation terroriste comme Al Quaida mais d'une véritable armée entraînée, équipée – par qui ? La question doit être posée clairement aux Etats du Golfe – une armée qui, si elle prend le contrôle de l'Irak, peut nous faire entrer dans un conflit généralisé.

Cette mobilisation passe par un engagement européen et en particulier un engagement allemand. Autant je ne participe pas à la critique irresponsable de la politique économique allemande, autant je juge inacceptable que l'Allemagne continue, au nom de son passé, de s'exonérer des efforts nécessaires à la sécurité du continent européen.

La simultanéité des crises internationales n'est pas le fruit du hasard mais le résultat de l'affaiblissement des Etats Unis dont la politique étrangère est irrésolue et de la marginalisation relative de la Russie à laquelle l'Occident devra bien finir par comprendre qu'il n'a aucun intérêt. Dans ce contexte l'Europe n'a pas d'autre choix que de faire entendre sa voix avec force et détermination. Je regrette que le Président de la République n'ait pas réussi à convaincre ses partenaires de réunir d'urgence le Conseil européen pour prendre l'initiative d'une conférence internationale sur la situation en Irak à laquelle devront être associés notamment l'Iran, la Turquie, les Etats du Golfe et la Russie. Il y a urgence à traiter collectivement la menace que représente pour la paix dans le monde l'EIIL.

Mes chers amis,

Tandis que notre pays s'enfonce dans les marais de la stagnation et du chauvinisme politique, ailleurs, d'autres Etats redémarrent. Partout en France, des hommes et des femmes se démènent courageusement, mais pour quels résultats, pour quel but ? Croissance, emploi, déficits, les perspectives de l'année 2015 sont mauvaises, et tout indique que nous entrons dans un cycle de lente paupérisation qui est pleine de danger pour notre pays. Les ressorts du modèle français sont rouillés depuis longtemps, mais la gauche est coupable d'avoir accentué le mal en aggravant nos handicaps : encore plus d'impôts, plus de réglementations, et toujours pas de réformes décisives.

Depuis mai 2012, 27 mois ont passés, 27 mois gâchant les chances de la reprise, 27 mois pour rien. Jamais sous la Vème République un Président et sa majorité n'auront été si rapidement sanctionnés pour leurs résultats et si brutalement désavoués par l'opinion.

A tel point que, désormais, la dissolution de l'Assemblée Nationale devient plausible !

Le retour au peuple est toujours la solution pour résoudre une crise politique mais pas la cohabitation !

La France a besoin de changements profonds et rapides, la France a besoin d'une révolution culturelle, la France a besoin d'une véritable union nationale pour le progrès et la croissance ! Seule l'élection présidentielle peut en être le catalyseur. Pas les intrigues et les manœuvres inhérentes à la cohabitation.

S'il est inutile de s'étendre sur le bilan socialiste, il est en revanche nécessaire de méditer les raisons de cet échec pour ne pas les reproduire.

Pourquoi cet échec ?

D'abord, parce que la victoire de François Hollande s'est construite autour d'un refus viscéral qui s'est étendu comme une trainée de poudre dans une large partie de l'électorat : je veux parler de l'antisarkozysme.

Mais quand on gagne sur le rejet d'un homme on gagne sur du négatif, pas sur du positif, et il est ensuite très difficile d'insuffler au pays un élan constructif. Cela pour dire que si l'opposition n'a pour seul moteur que l'anti-hollandisme et le goût de la revanche, elle n'ira pas très loin. L'échéance de 2017 ne doit pas se résumer à un duel de personnes, elle doit se nouer autour d'un vrai choix programmatique.

Pourquoi cet échec ?

Parce que François Hollande a biaisé avec la vérité. Il a mené campagne sur la promesse d'un chemin facile ; il a fait campagne pour plaire, pas pour agir. Et, là encore, cela a malheureusement marché... le temps de battre les estrades et de les ranger. Car très vite, la réalité s'est imposée et les Français ont vu qu'ils avaient été bernés. N'oublions pas la leçon car elle est valable pour tous : lorsque l'on sème des illusions, on récolte désillusions et mépris, et il est alors trop tard pour mobiliser le peuple autour d'objectifs clairs. Mieux vaut dire la vérité avant pour réformer vraiment ! Il faut tisser avec le pays un lien de sincérité et d'honnêteté. Honnêteté sur l'état de la France, honnêteté sur les efforts qu'il faut consentir pour être une nation prospère, honnêteté aussi sur notre bilan.

J'ai dirigé le gouvernement durant 5 ans, et je ne rougis de rien.

Mais dans chacune de mes rencontres, mes concitoyens m'interpellent sur notre quinquennat... C'est la République, et en République nul ne peut se penser infaillible ou incontestable. Il faut répondre, argumenter, se remettre en question; et puis, il faut mettre les problèmes sur la table et dire comment on peut les résoudre ensemble et maintenant, sans biaiser, sans trembler.

Et là, nous touchons à l'essentiel : je veux parler du projet.

Ne faisons pas comme le parti socialiste qui a bricolé le sien sur un coin de table, six mois avant l'élection, en additionnant les revendications et les humeurs du temps. Le vide intellectuel ne pouvait que conduire aux errements politiques que nous voyons et aux convulsions pathétiques de la gauche qui s'interroge sur le fait de savoir s'il faut être socialiste ou social-démocrate.

Voilà 20 ans que cette question aurait dû être tranchée !

Elle ne l'a pas été, et ce qui devait arriver arriva : la majorité se disloque sous le regard médusé des Français qui ne comprennent rien aux zigzags idéologiques et économiques du gouvernement. Tout cela pour dire que nous, nous devons travailler sur le fond, sur le projet, et le faire bien en amont des échéances électorales pour être au clair avec les Français, le jour où nous serons en charge de diriger la France.

Notre nation n'a plus les moyens d'être gouvernée au fil de l'eau : il faut se préparer à agir rapidement, de façon professionnelle, en ciblant nos priorités. Près d'une cinquantaine d'experts, venus de tous les horizons, participent à l'élaboration du projet de Force Républicaine, et j'en profite pour les remercier chaleureusement.

L'année va être chargée : fin octobre, nous ferons connaître nos propositions sur la politique du logement qui est l'un des grands fiascos du gouvernement socialiste; à la fin décembre, ce sera le numérique, l'innovation et la recherche; en janvier, la politique énergétique; en février et mars, nous ferons nos recommandations sur l'emploi des jeunes et la formation professionnelle, puis sur la santé. Nous traiterons aussi avant l'été prochain des thèmes régaliens mais au combien importants pour nos concitoyens que sont la sécurité, l'immigration et les institutions. Notre réflexion sur les questions d'immigration et des institutions se nourrira notamment des deux tables rondes de ce jour.

En avril dernier, nous avons commencé par l'École, avec un projet global pour répondre à deux défis : celui de la transmission des savoirs fondamentaux qui échappent à trop d'enfants qui poursuivent leur scolarité avec des lacunes rédhibitoires; celui de la diversité des parcours avec un accent puissant mis sur l'apprentissage et les voies professionnalisantes. Pour cela, nous avons dit qu'il fallait donner aux établissements l'autonomie nécessaire pour gérer et mobiliser les équipes éducatives, responsabiliser les parents, ancrer nos collèges et lycées dans leur environnement économique. Éducation, formation, recherche : c'est pour moi le nerf d'une société française plus responsable et plus créative. Que le pays des lumières - la France ! - laisse tant d'adolescents sortir du système éducatif sans formation, ni diplôme, qu'il soit si mal noté dans les classements internationaux, qu'il soit le pays de la sur-précaution plutôt que celui des percées scientifiques, c'est tout simplement indigne !

En juin, nous avons fait nos propositions sur la compétitivité française.

Ce plan de bataille pour notre économie et pour l'emploi constitue une rupture avec tout ce qui a été fait auparavant. Certains ont cru bon de qualifier ce plan de «libéral», d'autres se sont demandés s'il était sage de présenter un programme si radical. Je me moque des étiquettes et je récuse cet opportunisme électoral ! La seule question qui vaille est : est-ce utile à la France et aux Français ? Avec plus de 5 millions de personnes au chômage total ou partiel, avec 60.000 fermetures d'entreprises l'année dernière, avec un taux de pauvreté qui augmente depuis dix ans, avec moins de 1% de croissance en prévision, j'ai la conviction qu'il faut rompre avec les logiques du passé.

Ceux qui pensent que c'est avec des rustines et des postures qu'on va relancer la croissance et lutter contre le chômage de masse en répétant mille fois les mêmes mesures, sont, ou des conservateurs entêtés, ou pire que cela, des roublards qui savent que notre système est moribond mais qui n'osent pas aller aux élections en le disant.

Contre eux, je choisis le courage de l'action.

La France doit sortir des 35 heures et ramener la négociation du temps de travail vers les acteurs de terrain. Face au mur de la complexité, il faut refonder le code du travail sur ce qui relève des normes sociales fondamentales et renvoyer le reste des dispositions à la négociation en entreprise. C'est une révolution, et je l'assume au nom de la certitude que le maquis actuel est un tueur de croissance et d'emploi, au nom aussi d'une rénovation du dialogue social qui est beaucoup trop hiérarchisé et stéréotypé.

Nous devons aussi baisser fortement le coût du travail, en compensant cette réduction par une hausse de la TVA. Par leurs complexités, ni le CICE, ni le pacte de responsabilité ne sont suffisamment puissants pour replacer notre coût du travail au niveau des pays leaders de l'OCDE. Nous devons réformer notre marché de l'emploi car il vaut mieux plus de souplesse que toujours plus de chômage. Notre pays doit être la patrie des entrepreneurs et des investisseurs, et à cet égard, je préfère voir ceux qui créent de la richesse rester en France plutôt que de s'exiler ailleurs.

C'est d'ailleurs là tout le paradoxe socialiste qui prétend ne pas aimer les riches mais qui, pour sauver nos industries, quémande l'appui des investisseurs allemands, américains, qataris et autres fonds de pension étrangers. Nous avons une épargne importante et quelques grandes fortunes, mais nous souffrons d'un manque de capitaux capables d'irriguer notre économie et de financer nos entreprises. Au lieu de stigmatiser le capital, il faut le valoriser. Et s'il faut pour cela supprimer l'ISF dont tout le monde sait qu'il est un impôt stupide et hypocrite, faisons-le comme l'ont fait tous nos voisins !

Oui, mes amis, j'affirme et j'assume le fait que notre économie a besoin de liberté, bien plus que de socialisme. Et d'ailleurs, qu'on me trouve un seul économiste sérieux pour prétendre le contraire... Lorsqu'un pays croule sous les réglementations et les impôts, on n'en remet pas une louche, même au nom de l'égalité ; lorsqu'il est seul au monde avec ses 35 heures, on n' imagine pas de travailler moins ; et lorsqu'il croule sous les déficits, on ne propose pas une relance budgétaire à fonds perdus. Après 33 ans d'augmentation continue des politiques d'aides sociales, d'augmentation des impôts et des déficits, après 33 ans de sur réglementation et d'excès de

protection, après 33 ans de précaution et de recherche du risque zéro, la France a juste besoin d'un peu de liberté, et pas de postures électorales sur l'égalité ou la justice sociale qui ne sont pour ceux qui s'en gargarisent que des slogans sans contenu.

Fin septembre, Force Républicaine fera connaître ses propositions pour remettre en ordre les finances de la France. J'ai dit un jour que «j'étais à la tête d'un Etat en faillite», et ne regrette pas d'avoir sonné le tocsin. Globalement, il faut 100 milliards d'euros d'économies. On n'atteindra pas cet objectif uniquement avec des coups de rabot. Le gouvernement promettait de ramener nos déficits à 3% en 2015, et, année après année, il supplie nos partenaires européens d'accepter son laxisme quand il ne les accuse pas d'être responsables de notre inconséquence. Il prétend le faire au nom de la croissance mais personne n'est dupe : tout cela masque son impuissance à rétablir vigoureusement nos comptes publics. Contrairement à tous les engagements de la France, l'objectif des 3% ne sera pas atteint en temps et en heure, et même s'il l'était un jour, ce serait au détriment de la qualité de nos services publics.

Il faut des réformes de structure, réduire les effectifs de 20%, il faut porter le temps de travail de la fonction publique à 39h, valoriser parallèlement les carrières des agents publics, repenser nos administrations nationales et territoriales, mettre en extinction tous les statuts qui ne sont pas rendus absolument nécessaires par les contraintes de l'action publique. Il faut réactualiser nos acquis sociaux... C'est un immense travail mais je veux que nous nous y attelions courageusement car nous avons besoin d'un Etat fort et solidaire, financé par des budgets solides et non par des assignats facturés à nos enfants.

En proposant tout cela, en osant tout cela, mes amis, nous nous exposons à la critique de tous ceux qui prétendent que la compétitivité est l'ennemie de l'emploi et le sérieux budgétaire l'adversaire de la solidarité. C'est au nom de cette caricature absurde que nos concurrents nous taillent des croupières, que des centaines de milliers de jeunes restent à la porte de l'emploi, que chaque Français porte désormais 30.000 euros de dette au-dessus de ses épaules... En réalité, la rupture que je propose est bien plus juste que toutes les postures de ceux qui parlent de patriotisme économique et de défense de notre modèle social sans s'en donner les moyens.

Ceux qui me dessinent sous les traits d'un idéologue n'ont rien compris à notre combat : avec vous, je veux redresser la France, et pour cela, je ne me demande pas si les mesures qu'il faut prendre sont de droite ou de gauche, libérales où interventionnistes, mais si ces mesures sont nécessaires au pays. Gaulliste, j'agis avec les réalités et avec la certitude que l'intérêt national commande maintenant des choix forts.

Pourquoi ne les avez-vous pas fait auparavant ?

Cette question est légitime et ceux qui font mine de ne pas l'entendre ont peur de se remettre en cause. Pendant longtemps, j'ai pensé que notre nation pouvait avancer par ajustements successifs. Force est de constater que cette méthode n'a pas permis d'aborder de front nos handicaps structurels. Depuis 30 ans, les exemples sont multiples, mais parlons des nôtres.

Avec la défiscalisation des heures supplémentaires, nous avons adroitement esquivé l'obstacle des 35 heures, mais avec un coût très élevé

pour la nation. Avec la rupture conventionnelle, nous avons subtilement contourné la rigidité du contrat de travail, mais sans agir au cœur des blocages réglementaires qui brident le marché de l'emploi. Sur la formation professionnelle, nous avons intelligemment trouvé des accords avec les partenaires sociaux, mais le compromis n'était qu'un ajustement. Tout cela était utile, habile, tout cela s'explique plus ou moins pour des raisons politiques ou conjoncturelles... mais tout cela n'a pas assez changé la donne. J'en suis conscient ; j'en prends ma part de responsabilité et j'en tire des leçons pour l'avenir. Et puis, dans mes fonctions, j'ai mesuré le décalage entre notre modèle productif et celui de nos grands concurrents.

Mes déplacements à l'étranger m'ont convaincu que l'Europe était en train de jouer une partie décisive de son Histoire. Le sursaut ou le déclin ? Voilà la question qui doit guider notre volonté de nous réinventer. Cela n'est pas la première fois que nous sommes face à cette équation vitale. En 1945 et en 1958, la France était à genoux. Le Général de Gaulle l'a redressée avec des mesures claires et fortes. Eh bien, nous en sommes là, et c'est maintenant à nous d'assumer le défi.

Et pour l'assumer, il faut remettre l'UMP sur le chemin de la crédibilité. Pas seulement parce que c'est notre famille politique, mais parce que ça n'est ni la gauche ni l'extrême-droite qui vont relancer le pays. Si l'UMP ne se relève pas, qui relèvera la France ? Ca n'est pas la première fois que je me bats avec vous pour l'honneur de notre parti. C'est tout simplement notre devoir ; et cela devrait être le devoir de tous ceux qui sont attachés au bon fonctionnement de notre démocratie et à l'image de la droite, car qu'est-ce qu'être de droite si ce n'est être droit, respecter la loi, estimer que l'éthique a un sens.

Avec Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin, nous assumons depuis quatre mois une mission de remise en ordre de l'UMP. L'audit que nous avons commandé a confirmé la gravité de la situation; des mesures financières et organisationnelles ont été prises; la Justice a été saisie. Il faut solder le passé, tenir notre unité malgré les blessures et les haut-le-cœur, et repartir de l'avant. Notre parti est engagé dans la bataille des sénatoriales qui doit nous permettre d'imposer à la gauche une nouvelle défaite. En novembre, se tiendra notre Congrès. Tout doit être fait pour que ce rendez-vous démocratique se déroule de façon équitable et transparente. J'ai eu l'occasion de dire et je le redis ici : je souhaite qu'une nouvelle génération prenne ses responsabilités car notre mouvement doit valoriser de nouveaux talents, de nouvelles idées, de nouvelles méthodes. Cette élection à la présidence de l'UMP ne doit pas être une primaire avant l'heure. Ce serait risquer la division et la confusion. Vous connaissez mon calendrier et vous savez mes objectifs... Chaque chose en son temps !

Aujourd'hui, je me sens tenu, avec Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et le concours de Luc Chatel, d'être le garant de cette élection interne qui doit se dérouler de façon sereine et exemplaire.

Sans vouloir dissuader les vocations, le rôle du prochain président de l'UMP sera de poursuivre le travail de redressement financier et fonctionnel de notre mouvement, de gérer aussi les conséquences des enquêtes judiciaires en cours. Il sera de créer les conditions d'une direction impartiale, soucieuse de travailler avec tous et pour tous, soucieuse aussi de respecter nos statuts et d'organiser une primaire maîtrisée, permettant une compétition digne et utile à l'opposition et au pays.

Quelle sera la ligne politique qui se dégagera de cette élection interne ? J'ai bien vu que certains réclamaient un virage au centre, d'autres à droite. C'est un débat intéressant, légitime, mais il ne faut pas sombrer dans des querelles de clochers : depuis l'origine de l'UMP, nous assumons la coexistence entre gaullistes, centristes, libéraux, populaires et humanistes, européens et souverainistes... Le Président de l'UMP devra tenir l'équilibre entre toutes les sensibilités et créer des synthèses car si notre parti ne devait être qu'à droite ou qu'au centre, alors ce ne serait plus un parti de rassemblement ! Or je rappelle que pour gagner les élections, il faut faire 51% ! Et pour faire 51%, l'UMP doit certes nouer un partenariat solide avec ses alliés de l'UDI, mais cela ne suffira pas ! Pour que la vague de l'alternance réussisse, l'UMP devra être forte et large, et pour cela, il faut parler à tous les Français, sans exclusive. On ne convaincra pas une majorité d'électeurs en prenant tous les virages à droite ou en longeant le centre ou en mordant à gauche... Nous ne gagnerons pas sur de la tactique, nous ne gagnerons pas sur de l'image, nous ne gagnerons pas sur l'idée de revanche, nous gagnerons sur un projet de vérité, de rupture et de rassemblement. Peut-on gagner les élections en étant authentique et en préconisant une réponse de choc ? Ça, c'est la grande question de la démocratie française...

Les experts et les sondages diront que non. Ils vous diront que l'élection est ainsi faite que l'art d'adoucir les esprits est le plus sûr moyen d'être élu.

On vous dira «non», et moi je dis «oui» ! Parce que le pays est lucide comme jamais; parce qu'il est furieux de se voir trompé par les boniments; parce qu'il est excédé de se sentir enlisé dans un statu quo qui n'a que trop duré.

Les classes populaires et les classes moyennes sont les premières à sentir le danger de l'immobilisme. Pour elles, qu'est devenue la promesse républicaine ?

La promesse de pouvoir grimper les échelons sociaux par le mérite; la promesse de pouvoir éduquer ses enfants dans une société où le savoir et l'autorité sont respectées; la promesse de pouvoir léguer son patrimoine; la promesse de pouvoir circuler dans son quartier sans raser les murs.

On prétend que nos concitoyens sont conservateurs... En réalité, ils sont à la limite de la révolte, et tout l'enjeu consiste à orienter cette colère dans le bon sens. J'ai rencontré des milliers de français. J'en suis sûr : ils sont prêts à prendre des risques. Prêts à se rallier à un projet efficace, fort et juste, porté par des responsables intègres et décidés. Prêts à se battre pour retrouver le chemin du Progrès.

Le Progrès ! C'est d'abord la fierté d'appartenir à une nation magnifique qui mérite d'être aimée, respectée, sublimée aussi. *«Les pays qui n'ont plus de légende sont condamnés à mourir de froid»*, écrivait La Tour du Pin. Nous sommes 65 millions dans un monde de 7 milliards d'habitants... Si nous perdions la foi en la France, si l'idée d'une certaine grandeur se dissipait, alors que resterait-t-il ? Ayons foi en nous : soyons des patriotes au cœur ardent et pas des petits nationalistes, célébrons nos inventeurs et nos industriels, encourageons ceux qui ont l'audace de créer leur entreprise, applaudissons ces gamins des cités qui décrochent les plus hauts diplômes, remercions ceux qui s'engagent pour des causes humanitaires, saluons nos soldats qui défendent notre liberté, regardons l'avenir et défions-le ! Le Progrès, c'est l'engagement des forces de la vie, avec la conviction que l'Histoire n'est jamais écrite. Ce n'est pas parce que la France et la vieille Europe sont concurrencées, qu'elles ne sont pas capables de trouver une voie originale dans la mondialisation.

La matière grise, le capital, la démographie, le lien social, la force d'une culture, l'influence diplomatique et militaire : voilà les critères qui

distinguent les puissances. Aucun de ces critères ne manque aux 500 millions d'européens, dès lors qu'ils se pensent et agissent comme une civilisation originale qui doit être défendue et réorganisée politiquement.

Le Progrès, c'est avoir en soi cette flamme qui porte à penser que tout est possible, que l'on peut, que l'on doit inventer, créer, entreprendre, bâtir, pour en quelque sorte passer du rêve au projet.

Une société qui calcule tous les risques, c'est une société qui n'avance plus. Alors, repoussons ces réflexes de surprotection, de sur-réglementation qui laminent notre vitalité. Donnons à notre société la liberté qu'elle réclame en donnant à nos entrepreneurs, chercheurs, travailleurs, familles le pouvoir de tenir leurs promesses.

Le Progrès, depuis l'origine des temps, c'est un combat intime à chacun d'entre nous : entre l'altruisme et l'égoïsme, le courage et la démission, l'intérêt personnel et l'intérêt général. Tout ne vient pas du sommet, tout ne dépend pas des lois ou de l'Etat. Chaque citoyen est comptable de ses actes, mais aussi de son pays. Le jour où les Français pourront donner le meilleur d'eux-mêmes, la France - j'en ai la certitude - retrouvera cette force dont elle est capable. Ceux qui pensent que notre peuple est à bout de souffle ont tort; c'est notre système qui l'est, or, un système ça se change !

Le Canada et la Suède l'ont fait dans les années 1990; l'Allemagne l'a fait à partir de 2002. Grâce à ses ressources, notre pays peut effectuer son retournement en deux ans, se redresser en cinq ans, et en l'espace de dix ans, la France peut être la première puissance européenne.

Mais il y a pour cela, une condition centrale : c'est celle de l'unité nationale.

Sans le goût de vivre ensemble et la volonté de se battre ensemble, nous sommes sûr d'échouer. Aujourd'hui, le pays est taraudé par la peur et la défiance. La délinquance gangrène des quartiers entiers; les échecs de l'intégration exacerbent les tensions entre les citoyens; dans nos propres rues, le fondamentalisme et le Djihad trouvent des adeptes. Ceux qui ne voient pas que la République est en train de se fissurer de l'intérieur sont aveugles ou naïfs. Il y a un besoin d'autorité, il y a un besoin d'unité ! Sécurité, justice, immigration, civisme, laïcité : sur tous ces sujets, il faudrait un discours ferme et une réponse forte. Or, François Hollande est aux abonnés absents ! Pire, il met de l'huile sur le feu en ressuscitant le projet sur le vote des étrangers et celui sur la réforme des modes de scrutin avec la proportionnelle en point de mire. Le but électoral est limpide : il s'agit de sauver la gauche en dispersant le corps électoral et en relançant l'extrême droite.

Je dénonce cette manœuvre irresponsable, mais je dénonce surtout cette vision d'une France mosaïque. J'attire votre attention sur un point : lorsque l'on additionne l'émiettement de la citoyenneté avec le droit de vote aux étrangers, la dilution du fait majoritaire avec l'introduction de la proportionnelle, l'instauration de très grandes régions aux allures de baronnies, qu'obtient-on ? Le délitement de la République ! Force Républicaine avec l'UMP doivent s'opposer à cette décomposition et être les ferments d'une nouvelle ambition française.

Voilà, mes chers amis, les convictions et les combats que je voulais partager avec vous. Notre pays vit des heures difficiles et notre parti aussi.

Paradoxalement, l'avenir est plus que jamais ouvert car tout est à construire et à réinventer.

Nous arrivons au bout d'un cycle, et je n'ai pas de nostalgie, pas d'appréhension, pas d'hésitation car je sens que la France peut se révéler d'une très grande audace. Bien sûr les obstacles sont là, mais les enjeux sont de plus en plus clairs : les recettes du passé sont périmées ; la nation doit être rassemblée et modernisée de façon radicale.

Alors, sans dévier, je vais suivre ma route. Je vais continuer d'aller à la rencontre des Français, de parcourir notre pays, de bâtir un projet avec lui et avec pour seule contrainte la sincérité.

J'ai la chance de pouvoir m'appuyer sur beaucoup d'entre vous, et vous pouvez croire en ma détermination.

Je demande à tous les adhérents de Force Républicaine une mobilisation sans faille.

Je dis aux militants et sympathisants de l'UMP de reprendre courage et de rassembler leurs forces ; et j'invite les Français qui n'ont pas peur d'oser un vrai changement à le construire ensemble, pour la France et pour la République.